

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 OCTOBRE 2023

Le lundi seize octobre deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil municipal de la Ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du six octobre deux mille vingt-trois, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, Gisèle ARSAC, Corinne CABUT, Djida OUCHAOUA, Gaston CONSTANT, Véronique ROMEYER, Daniel RATHIER, Monique FAURAND, Agnès PESTRE, Juliette HAUW, Philippe BEAUNE, Pascal PEYRAT, Jean-Yves CHAUSSIN, Karine RICORT, Laurent LAFRÉCHOUX, Stéphane CESARATTO, Nicolas DUTARTRE, Morgane RICHARD, Nathalie DUVAL, Bernard CHAPELON, Véronique RESSEGUIER, Frédéric BATTIE.

Pouvoirs déposés : M. Fabrice MIALON à Mme Gisèle ARSAC, M Fabrice CORDAT à Mme Corinne CABUT, M. Manuel DE SA à M. Daniel RATHIER, Mme Nathalie RAFFIN à M. Christophe FAVERJON, Mme Clémentine PAGNIER à Mme Djida OUCHAOUA, Mme Carmela LEDDA à M. Bernard CHAPELON, M. Rémi FAVIER à M Frédéric BATTIE.

Nombre de conseillers : 29 - Nombre de présents : 22 - Nombre de votants : 29

Désignation de secrétaire de séance : Mme Gisèle ARSAC

Les Conseillers municipaux ont eu connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire agissant au titre de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) depuis la dernière séance du Conseil municipal et en vertu de la délibération du 25 mai 2020 ainsi que du tableau des marchés à procédures adaptées.

Le procès-verbal précédent est approuvé à l'unanimité.

Au préalable à l'ouverture de la séance du Conseil municipal, il a été observé une minute de silence en la mémoire de Monsieur Pierre FRESSONNET.

Monsieur le Maire a proposé à la demande de la famille de Monsieur Pierre FRESSONNET, de prendre acte de sa volonté de n'associer son nom à aucun lieu public que ce soit.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité cette demande.

Ouverture de la séance à 18h38

1 - ADMISSIONS EN NON-VALEURS

Monsieur le Trésorier Principal a porté à la connaissance de la commune qu'il n'a pas pu, malgré les procédures réglementaires employées, recouvrer différents titres, côtes ou produits en raison de divers motifs (débiteur insolvable, adresse inconnue, montant de la créance inférieur au seuil des poursuites).

Dans ces conditions, le **Conseil municipal à l'unanimité** admet en non-valeurs les montants suivants : 1871,67 euros pour la commune et 79,92 euros pour l'eau sur les exercices 2015 à 2022 (état arrêtés à la date du 17 octobre 2022 et du 11 août 2023).

2 - SOLDE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2023

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le solde des subventions aux associations sportives pour l'année 2023 tel qu'il est indiqué ci-dessous :

	Subvention proposée par OMS 2023 (en euros)	Acompte payé 75 %	Reste à payer 25 %	Nombre de jeunes de -18 ans 18€ /jeune	TOTAL Subvention jeune (en euros)	Subvention Aide emploi associatif	TOTAL SUBVENTION 2023 (en euros)	SOLDE (en euros)
ALSU	2538	1903	635	55	990		3528	1625
Arc en Ciel	4201	3150	1051	36	648	363	5212	2062
AS Sampicot	299						299	Déjà versé
Arts Martiaux	3758	2818	940	133	2394	3025	9177	6359
FUB42	10 245	7684	2561	194	3492	2600	16 337	8653
Boule du Coq	299						299	Déjà versé
Asso sportive collège Bois de la Rive	833						833	Déjà versé
Gym A. France	780			2	36	1409	2225	1445
Gym Val Ronzière	646					1003	1649	1003
Les Perroquets	299						299	Déjà versé
Goshindo	255						255	Déjà versé
OCO	7593	5695	1898	226	4068		11661	5966
PLCQ	3180	2385	795	0	0	0	3180	795
SBHV	713						713	Déjà versé
Accord Tai Chi	262						262	Déjà versé
Tennis Club	14 508	10 881	3627	212	3816	4000	22 324	11 443
UFOR	9253	6940	2313	52	936	2294	12 483	5543
UTA	1901	1426	475	9	162	578	2641	1215

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'accorder une subvention à l'association suivante :

- Chorale si l'on chantait : 462 €
(Aide à l'emploi associatif pour son chef de chœur).

3 - GARANTIE D'EMPRUNT

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation/restructuration de 48 logements de la résidence « Les Planches », rue Victor Hugo, la société « 3F Immobilière Rhône-Alpes » a décidé de contracter un emprunt auprès de la Caisse de Dépôts et de Consignations pour un montant de 2 800 870 euros.

Lors du Conseil municipal du 9 juin 2023, l'assemblée délibérante à l'unanimité a décidé d'accorder sa garantie à hauteur de 55% pour le remboursement de l'emprunt 2 800 870 euros figurant ci-dessus. La garantie de la collectivité sera à hauteur de la somme en principal de 1 540 478,50 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Il s'avère que la Caisse des Dépôts et de Consignations demande à ce que la mention suivante soit inscrite : **« Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ».**

Le Conseil municipal à l'unanimité valide la délibération définitive entérinant celle du 9 juin 2023 et faisant figurer ladite mention.

4 - ÉCOLES : ORGANISATION DES TRANSPORTS

Comme chaque année, le **Conseil municipal à l'unanimité** a attribué les sommes suivantes aux écoles publiques de la commune pour l'année scolaire 2023/2024 sur la base de 100 euros par classe :

	Bourg Maternelle	Élémentaire Jean Jaurès	Groupe Claudius Buard	Groupe scolaire Vigneron		Côte-Quart Maternelle	Côte-Quart Élémentaire
				Maternelle	Élémentaire		
Nombre de classes	3	5	6	3	5	4	8
Total 100 € / classe	300	500	600	300	500	400	800

5 - MÉDIATHÈQUE : VENTE DE LIVRES AU PROFIT D'ARMOE

Afin de soutenir l'action de l'Association Recherche Médicale Ondaine et Environs (ARMOE), la Médiathèque municipale souhaite réaliser une vente de livres retirés des collections, du 14 novembre au 2 décembre 2023. Le montant des ventes serait intégralement reversé à cette association.

Le Conseil municipal à l'unanimité décide de reverser la totalité des sommes issues des ventes de livres de la médiathèque à l'association Recherche Médicale Ondaine et Environs (ARMOE). Un crédit de 2000 euros sera prévu dans le cadre de la décision modificative de crédit.

6 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX VICTIMES DU SÉISME AU MAROC ET AUX VICTIMES D'INONDATIONS EN LIBYE

Monsieur le Maire a proposé au Conseil municipal d'apporter une subvention exceptionnelle de 1000 euros pour chaque pays ayant subi des catastrophes par l'intermédiaire des associations Unieutaires suivantes : le Secours populaire et le Secours catholique, pour leur action en faveur du peuple marocain victime de récents séismes ainsi que du peuple libyen victime d'inondations. À ce titre, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** de verser une subvention exceptionnelle de 2000 euros au Secours populaire et de 2000 euros au Secours catholique.

7 - -RESSOURCES HUMAINES

➤ Désignation d'un référent déontologue pour les élus

Conformément à la loi du 21 février 2022, il appartient à chaque collectivité de désigner un référent déontologue pour les élus. Le Centre de Gestion de la Loire (CDG 42) se propose de mutualiser ce mécanisme. **Le Conseil municipal décide à l'unanimité** d'adhérer au service du CDG 42 ainsi que de payer les cotisations telles quelles seront définies par le Centre de Gestion de la Loire.

➤ Prime de pouvoir d'achat

Le Gouvernement a mis en place une prime de pouvoir d'achat pour les agents de l'État et prévoit la possibilité aux collectivités, sans leur en donner les moyens, d'étendre cette prime à leurs agents. Il est nécessaire pour le pouvoir d'achat de nos agents de mettre en place cette prime qui s'établit entre 300 euros et 800 euros.

800 euros pour les agents ayant une rémunération brute inférieure ou égale à 23 700 euros entre le 01/07/2022 et 30/06/2023, et 300 euros pour les agents ayant une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros entre le 01/07/2022 et 30/06/2023.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de mettre en place cette prime en fonction du barème précédemment indiqué. Cette prime sera versée sur la paie d'octobre 2023.

➤ Emplois saisonniers et indemnité de congés payés

À la demande et en concertation avec la Trésorerie, afin de régulariser des pratiques faites, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** de créer 30 contrats qui permettent de faire fonctionner les activités périscolaires. Ce nombre de contrats prévus permet de faire face aux remplacements et aux accroissements d'activité.

➤ **Rémunération TAP**

Une délibération de 2004 prévoyait la rémunération des TAP (Temps d'Accueil Périscolaire) pour les instituteurs et agents. Il est nécessaire d'actualiser cette délibération.

À la demande et en concertation avec la Trésorerie, afin de régulariser des pratiques faites, le **Conseil municipal** décide à l'unanimité de créer 30 contrats qui permettent de faire fonctionner les activités TAP.

Le **Conseil municipal** décide à l'unanimité qu'à partir de cette année, les taux seront les suivants :

- Taux rémunération instituteurs coordonnateurs : 22, 34 € H brut + majoration en fonction du nombre de groupes encadrés
- Taux rémunération instituteurs : 22, 34 € H brut
- Taux rémunération agents autres : 18, 01 € H brut

Les taux de rémunération seront revalorisés au fur et à mesure des décrets concernant les rémunérations des TAP.

8 - AFFAIRES FONCIÈRES

➤ **Parc Holtzer - Mme Landon :**

Lors des derniers Conseils municipaux, il avait été décidé de céder à Mme LANDON Audrey un local municipal du parc Holtzer situé au 1^{er} étage, lot 206 de 57 m² et une cave lot 16 de 19 m². Afin de régulariser la situation des parkings, il a été proposé au Conseil municipal de rajouter 2 places de parking (n° 343 et 344). Un nouvel avis des domaines a été demandé et a été établi pour une somme de 30 000 euros.

Comme la fois précédente et pour les mêmes raisons que lors du dernier Conseil municipal, à savoir la prise en compte de la réalité des travaux réalisés par Mme Landon, pour une somme d'environ 12 000 euros, le **Conseil municipal** approuve à l'unanimité cette cession avec l'ajout des places de parking à Madame LANDON Audrey ou à toute autre personne morale ou physique qu'il lui plaira de se substituer, décide également à l'unanimité de passer outre l'avis des domaines et de fixer à 25 000 euros le bien cédé. Enfin, le **Conseil municipal** décide à l'unanimité de continuer à désigner Me Pailhès comme rédacteur de l'acte authentique de vente au nom de la commune et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer les pièces en découlant.

➤ **Parc Holtzer - M. Croizier et Mme Jacglin :**

Lors des derniers Conseils municipaux, le Conseil municipal avait décidé d'une cession au profit de M. CROIZIER François et Mme JACGLIN Blandine, des locaux municipaux du Parc Holtzer, lots de la copropriété numéro 101 à 105 pour une surface totale de 408 m². Le même travail de régularisation de places de parking a été effectué sur ce bien et il a été proposé de rajouter les places de parking des numéros 322 à 326 et 338 à 342. Un nouvel avis des domaines a été demandé qui s'établit à la même somme que précédemment à savoir 346 800 euros.

Pour rappel, les discussions avec les acquéreurs ont permis d'aboutir à la somme de 335 775 euros à charge pour les acquéreurs de construire un mur de séparation en moellon entre leurs propriétés et les locaux utilisés par l'association Myopathie à tout Cœur et le Comité de Jumelage Unieux- Minéo.

Le **Conseil municipal** approuve à l'unanimité cette cession avec l'ajout des places de parking à M. CROIZIER François et Mme JACGLIN Blandine ou à toute autre personne morale ou physique qu'il leur plaira de se substituer, décide également à l'unanimité de passer outre l'avis des domaines. Enfin, le **Conseil municipal** décide à l'unanimité de continuer à désigner Me Pailhès comme rédacteur de l'acte authentique de vente au nom de la commune et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer les pièces en découlant.

9 - RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024

➤ Nomination d'un coordinateur communal et d'agents municipaux :

La Ville d'Unieux doit procéder au recensement de la population en 2024. Dans ce cadre, Monsieur le Maire a demandé au Conseil municipal de nommer un coordinateur communal chargé du recensement de la population et des agents municipaux chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de nommer :

- ✓ En qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2024 : Madame Emmanuelle VALLA.
- ✓ En qualité d'agents municipaux chargés de participer au recensement : Madame Anne-Sophie PLAY et Monsieur Vincent LAROIS.

➤ Proposition de barème de rémunération des agents recenseurs :

Dans le cadre du recensement de la population 2024, il est nécessaire de fixer le barème de paiement des agents recenseurs. **Le Conseil municipal décide à l'unanimité** de fixer et d'approuver le barème de paiement suivant, en augmentation moyenne de 15 % par rapport à 2018 (inflation) :

Séance de formation (2 1/2 Journées)	103 €
Tournée de reconnaissance avec un relevé d'adresse complet	115 €
Bordereau de district	8 €
Feuille de logement	0,80 €
Bulletin individuel	1,85 €

10 - SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLE

➤ Demande de subvention pour la « revégétalisation » de la cour de la Maison de Quartier de Côte-Quart

Il a été présenté lors de la Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable du 4 octobre dernier, le projet de réaménagement et de végétalisation de la cour de la Maison de Quartier de Côte-Quart. **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité** ce dossier et décide **à l'unanimité** de demander toutes les subventions possibles pour cette réalisation auprès de Saint-Etienne Métropole dans le cadre de son action pour la végétalisation des cours d'école et activités périscolaires.

➤ Demande d'avis sur la révision du Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs

Le Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs a été approuvé en Conseil métropolitain le 3 avril 2019, pour une période de 6 ans. Il traduit les orientations du territoire pour l'information et la gestion partagée des demandes de logement social. Conformément au code de la Construction et de l'Habitation, il doit être révisé pour intégrer les modifications suivantes :

- la cotation de la demande de logement social, l'actualisation des guichets d'information et d'enregistrement, la prise en compte des évolutions partenariales, notamment le nom de certains organismes. La commune a été saisie par SEM pour rendre un avis sur ce plan partenarial.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de donner un avis favorable au plan précédemment annoncé.

11 – SMAGL : EXTENSION SITE NATURA 2 000

Un travail a été réalisé en liaison entre la commune et le SMAGL (Syndicat Mixte des Gorges de la Loire), afin de prendre en compte les extensions de site Natura 2000 ZSC au titre des pelouses, landes et habitats rocheux des Gorges de la Loire et ZPS « Gorges de la Loire ».

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de donner un avis favorable à cette extension.

12 - CONVENTION BÂTIR ET LOGER

La nouvelle réglementation prévoit une modification de l'attribution des logements réservés aux collectivités. **Le Conseil municipal à l'unanimité** autorise Monsieur le Maire, ou l'Adjoint ayant délégation à signer la convention prenant en compte cette réglementation avec le bailleur Bâtir et Loger. **Le Conseil municipal** décide également **à l'unanimité** de signer toutes les conventions correspondantes lorsque les autres bailleurs sociaux nous transmettront leur proposition de convention.

13 - CONVENTION AVEC MONSIEUR BOUILLOT

Dans le cadre du chantier du complexe municipal Marie-Thérèse Gaucher, un aléa de chantier n'a pas permis à nos services de respecter un engagement avec Monsieur Bouillot Alexandre, ce qui a obligé celui-ci à acheter et installer une partie de son grillage.

Le Conseil municipal décide **à l'unanimité** d'accorder à M. Bouillot Alexandre une indemnité de préjudice d'un montant de 500 € forfaitaire et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer la convention à venir.

14 - CONVENTION AVEC LE REFUGE DE SAINT-PAL DE MONS

Lors d'une délibération prise en date du 13 mars dernier, une convention avec le Chenil des Pins pour la prise en charge des animaux errants sur la commune avait été renouvelée. Le Chenil des Pins a informé la commune de la cessation de son activité au 30 septembre 2023.

Le refuge de Saint Pal de Mons propose des services similaires aux communes pour la prise en charge des animaux errants. Les tarifs sont les suivants :

- Frais de pension : 14 euros par jour.
- Frais de mutation aux associations protectrices animalières : 20 euros.
- Identification par puce des chiens non identifiés : 60 euros.
- Euthanasie si nécessaire par le vétérinaire : 60 euros.

Par conséquent, **le Conseil municipal** décide **à l'unanimité** d'établir une convention de partenariat avec le refuge de Saint Pal de Mons pour la prise en charge des animaux errants sur la commune, décide d'appliquer les tarifs indiqués ci-dessus et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer cette convention.

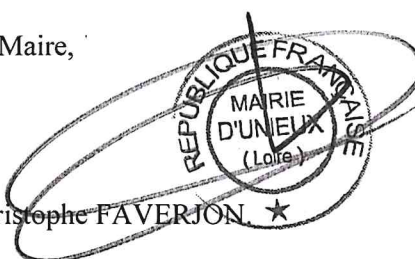
LA SÉANCE EST LEVÉE À 19 H 50

Fait à Unieux, le 30 octobre 2023.

La secrétaire de séance,


Gisèle ARSAC.

Le Maire,


Christophe FAVERJON. ★

Pour le Maire et par délégation
Le Premier Adjoint
Fabrice MIALON